Swarthmore College
Works

Senior Theses, Projects, and Awards | Student Scholarship

2023

Sénégal: Le changement politique dans l'ère numérique

Zane Irwin , '23

Follow this and additional works at: https://works.swarthmore.edu/theses

Part of the French and Francophone Language and Literature Commons

Recommended Citation

Irwin, Zane , '23, "Sénégal: Le changement politique dans l'ère numérique" (2023). *Senior Theses, Projects, and Awards*. 305.
https://works.swarthmore.edu/theses/305

Please note: the theses in this collection are undergraduate senior theses completed by senior undergraduate students who have received a bachelor's degree.
This work is brought to you for free by Swarthmore College Libraries' Works. It has been accepted for inclusion in Senior Theses, Projects, and Awards by an authorized administrator of Works. For more information, please contact myworks@swarthmore.edu.

Sénégal: Le changement politique dans l'ère numérique

De Zane Irwin

A senior paper submitted in partial fulfillment of the requirement for the degree of Bachelor of Arts in French and Francophone Studies at Swarthmore College
2023

French Section
Advisor: Professor Alexendra Gueydan-Turek

Table des matières

Introduction pp.3-6

Chapitre 1: Bases théoriques et historiques pp.7-16

A. Les études de la communication: une brève revue

B. La théorie postcoloniale et l'histoire du Sénégal pré-numérique

Chapitre 2: Les NTICs au Sénégal en contexte pp.17-28

A. Les nouvelles technologies et la "mondialisation"

B. NTICs au Sénégal: technologies et acteurs

Chapitre 3: Cas d'études pp.29-43

A. Préambule: L'internet dans les élections de 2000

B. Premier cas d'étude: Mouvements anti-Wade, 2011-2012

C. Deuxième cas d'étude: #FreeSenegal, 2021

Conclusion pp.44-45

Bibliographie pp.46-52

Introduction

En Afrique de l'Ouest, comme dans chaque région du monde, l'espace médiatique est au cœur de transformations tectoniques. Dès 2016, la Côte d'Ivoire, le Gabon, et le Sénégal comptaient plus de téléphones portables que de citoyens (Frère 136). Dans les vastes pays tels que la République Démocratique du Congo, l'internet permet aux communautés isolées et à la diaspora conséquente d'accéder aux actualités publiées à Kinshasa (Frère 139). Parmi d'autres avantages possibles, l'accroissement de l'accès numérique en Afrique de l'Ouest promeut l'autonomie des individus à s'exprimer auprès des publics mondiaux, en surpassant les médias "gardiens" traditionnels telle que la presse écrite ou encore les journaux télévisés. Actuellement en Afrique, à des degrés variables, les médias prédominants sont soutenus soit par les fonds d'État, soit par les capitaux étrangers (Frère 282-290). Les institutions médiatiques sont donc restées susceptibles aux conflits d'intérêts—ceux qui parviennent du spectre durable du colonialisme. Face à cette réalité, l'internet porte des enjeux peu clairs pour les régimes dominants. Comprendre l'évolution des modalités médiatiques dans une société, c'est donc anticiper son avenir politique.

Malheureusement, la théorie et les recherches sur les médias contemporains en Afrique de l'Ouest en particulier sont limitées par rapport à celles de l'Occident, à cause des réalités historiques, politiques, et économiques de cette région (Obonyo 1). En effet, Levi Obonyo (spécialiste de Communication à l'Université de Daystar au Kenya) a écrit que le manque de transparence dans les institutions médiatiques de plusieurs États, jumelée avec une priorisation des étudiants riches (ceux qui peuvent payer la tuition) et des domaines d'études rentables que nécessitent les contraintes financières, empêchent l'étude par des chercheurs africains de leurs propres systèmes médiatiques. Ces conditions économiques ont l'effet caché de perpétuer les

hégémonies épistémologiques qui datent de la colonisation. On ne peut pas simplement appliquer les théories occidentales aux contextes africains, car “there are unique peculiarities that demand that Africa isolates what is relevant and place it in Africa’s unique situations” (Obonyo 1). Il faut prendre en compte des facteurs innombrables, dont la trajectoire unique de chaque pays post-indépendance, la situation démographique, et l'histoire culturelle, pour pouvoir expliquer le champ médiatique d’un pays donné. Cependant, les Occidentaux (y compris l’auteur de ce mémoire) et leurs encadrements analytiques dominent les études de communication sur l’Afrique, d’une manière qui reflète les mêmes relations néocoloniales que je vise à interroger à travers cette recherche. Finalement, malgré l’imaginaire colonial qui conçoit une “Afrique unifiée,” sa diversité sociale, politique, et philosophique signale qu’un effort à désigner une théorie de communication commune à tout le continent est une mission vouée à l’échec.

Afin d’éviter la généralisation, d’aller en profondeur, et de minimiser le risque d’imposer des paradigmes externes, il faut donc se pencher sur un cas d’étude singulier et s’interroger sur la manière dont l'internet a changé la relation entre les médias et l'État dans ce pays. Examinons donc le cas du Sénégal. Ce pays est considéré comme le modèle démocratique par excellence en Afrique de l’Ouest (Wittmann 2008; Marfaing et Kohnert), avec une tradition de journalisme indépendant plus riche que ses voisins.[1] Paradoxalement, c'est aussi au Sénégal que les liens avec le néocolonialisme français sont les plus forts en Afrique de l'Ouest, et que les protestations contre ce phénomène sont les plus vives (Marfaing et Kohnert 362). Malgré son exceptionnalité dans ce domaine, cependant, la proportion des Sénégalais en ligne est typique: 46% des Sénégalais ont une connexion internet, face à un taux moyen de 42% parmi les pays ouest-africains (“Digital 2022”). Pour ces raisons, le Sénégal servira d’exemple fécond pour étudier les médias modernes en dehors du Nord global. Je me focalise sur un cas d'étude, dans un

[1] Selon Frère, le Sénégal était la première colonie française en Afrique à avoir publié un journal privé, en 1856 (36).

lieu et à un moment historique précis, pour viser à un niveau de contextualisation et de compréhension qui n'est que rarement entrepris rigoureusement par les études médiatiques sur l'Afrique.[2]

Pour examiner minutieusement un cas précis, il faut identifier un cadre théorique qui lui est pertinent. Je prendrai donc comme base théorique les études de la communication, avec deux spécificités: 1. à travers les traditions critiques postcoloniales, et 2. dans la mesure où l'érudition s'applique au domaine numérique au Sénégal. Je discuterai d'abord les lacunes dans les recherches médiatiques, afin de comprendre la relation historique entre les médias et le pouvoir au Sénégal depuis la période coloniale. Cette première partie me permettra d'apprécier le contexte de l'ère numérique.

À la suite de ce fond théorique et historique, dans la deuxième partie, j'évaluerai les divers impacts de l'internet sur le domaine politique au Sénégal. Je commencerai avec l'élection présidentielle en 2000, où les journalistes sénégalais ont utilisé des technologies numériques naissantes pour apporter plus de transparence dans le processus démocratique, pour ensuite examiner deux cas d'études révélateurs: en 2011-2012, l'utilisation des réseaux sociaux par le mouvement "Y'en a Marre" pour s'organiser contre le président sortant, Abdoulaye Wade; et, en 2021, le mouvement de #FreeSenegal autour des manifestations contre son successeur, Macky Sall. La distance entre ces deux moments montrera l'évolution des nouvelles technologies jusqu'à présent. À travers l'analyse de ces récents moments clés de la vie politique, nous évaluerons dans quelle mesure l'internet pourrait promouvoir la politique participative au Sénégal.

[2] Il faut noter que, parmi les pays ouest-africains, le Sénégal reçoit probablement le plus d'attention par les chercheurs (Dieng 2015). Or, ce constat ne nie pas la valeur d'explorer sa problématique par rapport aux nouveaux médias, un champ d'étude chargé de suivre l'allure de son sujet.

Bien qu'il s'agisse d'un seul cas d'étude, ce projet souffre forcément de certaines contraintes. Je prends comme unité d'analyse un État, et non une communauté spécifique en son sein (les jeunes, les musulmans, etc.), car cet encadrement est enraciné et saillant chez les chercheurs et les Sénégalais. Toutefois, cette catégorisation politique et territoriale risque d'obscurcir le rôle des dynamiques ethniques, religieuses, culturelles—entre autres—dans le domaine médiatique. Au-delà des limitations conceptuelles, mon identité en tant que jeune étudiant américain, qui n'a jamais séjourné au Sénégal, constitue une barrière. Je dois reconnaître qu'il m'est difficile d'apprécier la réalité du contexte que j'étudie. À l'égard de ces défis, je propose un but modeste: commencer à combler une lacune dans les études de communication en analysant des phénomènes sous-examinés, dans un contexte délimité, à travers un encadrement théorique soigneusement choisi. La vitesse vertigineuse des développements médiatiques ne nous permet pas d'attendre les conditions idéales pour enquêter sur les conséquences de l'internet dans chaque coin du monde.

Chapitre I:
Bases théoriques et historiques

A. Les études de la communication: une brève revue

Dans cette partie, on se situera dans le cadre des théories de la communication—l'histoire de la discipline, ses réussites, embûches, et controverses contemporaines—pour informer l'application de ces théories dans le contexte de la politique sénégalaise.

Selon Merten et Krämer (2016), on peut identifier deux éléments majeurs des études de la communication: l'un qui s'attache principalement aux sciences sociales en se concentrant sur les effets sociaux et politiques des médias; l'autre qui apprécie les esthétiques, conventions, genres, et matières des médias (11). Il s'agit du premier camp, dans cette étude, étant donné qu'on s'intéresse aux liens entre les diffuseurs d'actualités et le pouvoir politique au Sénégal. Dans le volume qu'ont édité Merten et Krämer, la spécialiste Barbara Thomass fait un croquis des facteurs et approches nécessaires à une telle fusion des théories critiques, médiatiques, et postcoloniales. Elle indique cinq facteurs principaux qui circonscrivent un cadre communicatif donné: la technologie (par exemple, l'internet change rapidement la gamme des communications); la politique (souvent au niveau de l'État); la législation (les politiques nationales et internationales des presses); l'économie; et la culture (qui est souvent dépassée par les facteurs matériaux) (Thomass 105). Cependant, Thomass reconnaît une certaine fluidité entre non seulement ces approches analytiques, mais aussi les différentes couches géographiques (locale, nationale, régionale, mondiale) où elles peuvent être appliquées. Une analyse compréhensive de tel ou tel espace illuminera donc les luttes de pouvoir entre les forces diverses qui influencent son champ médiatique (Thomass 106).

Mais si les niveaux d'analyse dans les études de la communication sont nombreux, les méthodes et disciplines employées le sont encore plus. Thomass note ainsi divers outils, y

compris l'analyse des marchés, des appareils de réglementation, des relations internationales, des acteurs individuels, des valeurs culturelles, et bien plus. Surtout depuis le milieu du 20e siècle, la tradition chez les spécialistes des médias était de comparer les systèmes médiatiques afin de formuler des taxonomies globales—qui sont à leur tour contestées, précisées, et encore critiquées sans cesse. Le texte canonique de Siebert, Peterson, et Schramm, *Four Theories of the Press* (1956), qui a servi pendant plus d'un demi-siècle de point de départ pour les critiques des études médiatiques, regroupait ainsi quatres modèles de systèmes médiatiques par rapport à leurs buts constatés: le système autoritaire, celui libéral, celui à responsabilité sociale, et celui communiste.

Pour Thomass, cette approche a été "founded on an ethnocentrically grounded philosophy of freedom" qui avait comme résultat l'évaluation de tous les systèmes médiatiques mondiaux à travers les taxonomies et valeurs occidentales (la démocratie, le centralité de l'État, les marchés libéraux, etc.), malgré des différences insurmontables entre les paradigmes des pays variés du monde (107). De plus, les "valeurs" revendiquées par les pays occidentaux n'avaient rien à voir avec leurs projets colonialistes, qui s'opposaient aux voix critiques et mettaient en place des conditions économiques et politiques qui n'allaient pas être propices à la liberté de presse après les indépendances. Vue les décalages entre la théorie occidentale et la réalité coloniale, de nombreux efforts subséquents ont tenté de dépasser les limites et préjugés du *Four Theories*, chacun se basant inévitablement dans les idéologies sous-jacentes d'un modèle ou de l'autre (par exemple, les classifications de l'Occident, du Communisme, et du "Tiers monde" de Martin et Chaudhary [1983], qui s'expose comme relic de la guerre froide).

En dépit de ces efforts, on est encore dans la recherche d'une théorie qui reconnaisse comment l'ombre étendue du colonialisme continue à former les dynamiques globales, régionales, et nationales des médias—notamment "by producing and circulating flows of media

products, journalistic styles, fiction narratives and aesthetics and media ethics" (Thomass 104). Obonyo a remarqué que les nouvelles conceptualisations qui visent explicitement à inclure l'Afrique (Nordenstreng 1997; Berger 2002; Shaw 2009) "have grown on the shoulders of the 'antique', and therefore we do well to look over our shoulders even as we continue on this path, as the 'antique' does have some enduring values" (Obonyo 5). L'argument d'Obonyo semble suggérer que l'adhésion de la part des spécialistes aux anciens paradigmes signale en partie la validité durable de ces fondements idéologiques. Cependant, si l'érudition ne rompt pas encore avec les anciennes théories, il se peut que ce ne soit qu'une blessure en attente de guérison. Ainsi, une prémisse centrale de ce projet est que les théories dominantes des médias conceptualisées dans le Nord global sont insuffisantes pour comprendre les contextes hors de l'Occident. Faute d'espace, on ne pourra pas offrir de taxonomie compréhensive alternative; en revanche, en poursuivant une perspective critique sur un contexte peu étudié, on pourrait commencer à relever des nouvelles possibilités et stratégies analytiques. Il nous reste alors à choisir une approche qui tienne à ces objectifs.

B. La théorie postcoloniale et l'histoire du Sénégal pré-numérique

Introduction à la théorie postcoloniale

Face aux lacunes béantes vis-à-vis du Sud global, on voit actuellement des efforts dans la critique pour trouver les intersections entre les théories médiatiques et postcoloniales. Une collection de ses efforts se trouve dans *Postcolonial Studies Meets Media Studies: A Critical Encounter* (2016) de Kai Merten et Lucia Krämer. Ainsi que les études de la communication, la théorie postcoloniale se compose de plusieurs projets interdisciplinaires. Or, la tradition postcoloniale a émergé plus récemment, et possède des frontières plus fluides. En effet, Merten et Krämer notent que "the instability of the term 'postcolonial' is by now nothing less than

infamous" (7). Au-delà de ses origines dans les études littéraires et culturelles, le postcolonialisme a été appliqué dans des nombreux domaines—notamment dans les humanités et sciences sociales—comme "an oppositional, anti-hegemonic stance against the symbolic and material manifestations of inequality, oppression and exploitation resulting from colonialism or imperialism" (Merten et Krämer 10). Né en partie d'une tradition Marxiste-matérialiste qui se focalise sur les conditions économiques, politiques, et technologiques actuelles (Thomass 104), il est cet aspect du postcolonialisme qui s'applique primordialement dans l'étude des systèmes médiatiques au Sénégal.

En participant à ces disciplines, on espère répondre au besoin que "postcolonially informed Global Media Studies analyze the specific media receptions in different areas of the world in a nuanced and contextually sensitive way" (Merten et Krämer 14**)**. Bien qu'il soit sous-examiné, le chevauchement entre les théories postcoloniales et médiatiques promet d'être un champ d'étude productif pour ceux qui visent à déstabiliser les notions eurocentristes de la communication. On procédera donc avec un panorama de la symbiose historique entre les médias et le pouvoir au Sénégal. Cet exercice nous servira à illuminer l'arrière-plan de la situation actuelle, ainsi que de pratiquer l'analyse postcoloniale des études de la communication. De plus, cette approche va enrichir notre compréhension historique et conceptuelle de l'ère numérique, la focalisation du deuxième chapitre.

Les médias au Sénégal: une histoire coloniale (1856-1960)

Décrire l'histoire des médias au Sénégal—cerner l'origine des phénomènes et structures médiatiques, et raconter l'histoire de leurs évolutions—est manifestement une acte analytique qui exige une position contestable là-dessus. En premier lieu, certains considèrent la lignée entre les

médias contemporains et les moyens de communications qui précèdent le colonialisme. Par exemple, dans son histoire critique du journalisme africain, Ibrahim Seaga Shaw (2009) reconnaît la vieille tradition de communication orale en Afrique (exemplifié par la personnalité du griot, l'historien du village qui opère dans des milieux Ouest-Africains) comme l'ancêtre du paysage médiatique contemporain. Similairement, dans sa définition des médias, Guy Berger (2002) souhaite signaler des parallèles importants entre les fonctions des presses d'aujourd'hui et celles des pratiques orales précoloniales—notamment leurs rôles partagés comme "communication that is manifested through a carrier of signs… to multi-point destinations" (22). Cependant, Obonyo (2011) cautionne que l'institutionnalisation des plateformes, pratiques, et paradigmes qui distingue les nouvelles modernes marquent des différences quasiment irréconciliables avec ces plus anciennes formes de narration: "Contemporary media themselves are content, besides being carriers of content, and as a result audiences relate with them differently. While traditional media were and still are participatory, contemporary media are elitist and are accessible only to a select few with the requisite financial resources" (11). En effet, la presse, la télévision, la radio, l'internet—toutes ces formes de diffusions sont commercialisées, élitistes, et occidentalisées d'une manière qui les rendent méconnaissables par rapport aux traditions orales. Donc, sans vouloir nier la présence de particularités culturelles, aujourd'hui le champ médiatique sénégalais s'explique plus ou moins à travers une examination des conditions matérielles (engendrées en grand partie par son histoire coloniale).

Pour typologiser ces relations politico-économique, Thomass s'inspire d'une structure, articulée par Kleinsteuber (2001), qui identifie trois dimensions chevauchantes de pouvoir qui agissent sur la médiasphère. Ce sont: *la régime politique*, ou la système constituée des institutions, cadres jurisprudentielles, et normes politiques qui contraignent les médias; *le*

processus, ou les stratégies des acteurs (entreprises, partis politiques, syndicats, ONGs, etc.) qui se luttent pour influence sur le champ médiatique; et *les politiques*, ou les résultats du concours entre les acteurs politiques (qui peuvent prendre la forme des lois, des subventions, des licenses, etc.) (Thomass 106). Avec Thomass, on reconnaît que "these factors may be blurred, in the sense that an institution (polity) might become an actor (politics), or a law (policy) is established as part of the order (polity)" (106). Effectivement, cette fluidité entre la régime, les processus, et les politiques médiatiques se montrent à travers l'histoire étendue des médias sénégalaises.

On commence alors cette histoire avec *Le Moniteur du Sénégal*, connu comme le premier organe de presse du pays (Barry 17). Fondé en 1856 par le Général Faidherbe, gouverneur de la première colonie française en Afrique subsaharienne (une territoire qui allait devenir le Sénégal), *Le Moniteur* était le seul journal dans l'empire français depuis presque 30 années (Frère 36). Selon Moustapha Barry, spécialiste de l'histoire des médias, les premières institutions médiatiques au Sénégal (y compris *Le Moniteur*) se basaient dans les Bulletins administratifs, qui avaient le but de diffuser des informations sur l'expansion du territoire réclamé par la France (141-142).

De manière inattendue, la loi du 29 juillet 1881 a reconnu la liberté de la presse en France et à ses territoires sénégalais, précipitant à l'arrivée de publications telles que *Le Réveil du Sénégal* en 1885, *Le Petit sénégalais* en 1886 et d'autres journaux dits indépendants. Publiées par des colons blancs et métis, quelques-unes de ses nouvelles publications se sont battues pour la représentation des autochtones dans le gouvernement colonial. Néanmoins, ces premiers efforts étaient de courte durée à cause des contraintes financières (Barry 144-45). Si ces journaux constituaient un pas dans la direction d'une presse vive, il est vrai que "the main purpose of most of these papers was to help the expatriate community with their nostalgia for home, to build a

sense of cohesion in the group, to keep readers abreast of events in Paris or to convey useful information to settlers" (Frère 36). De plus, même si *Le Moniteur* a publié des reportages politiques et économiques pendant la fin du 19e siècle (et non seulement les informations anodins), Barry note dans sa thèse *Histoire des médias au Sénégal: De la colonisation à nos jours* (2013) que ces informations n'apparaissaient que pour décourager la parution d'autres journaux indépendants (143). À l'aube du journalisme au Sénégal—ainsi que dans les périodes suivantes—la presse et le pouvoir colonial "semblent consubstantiellement liés, malgré le conflit qui existe souvent entre eux," reflétant une relation difficile entre la régime politique française qui se voulait libre et ses administrateurs (au niveau de la politique dans le typologie de Kleinsteuber [2001]) tenant encore au pouvoir discursif et politique (Barry 139).

Suite à l'augmentation d'intérêt français dans l'intervention politique (non seulement économique) en Afrique au début du 20e siècle, Dakar est devenu "la capitale de l'AOF, [et] donc le centre de gravité de la vie politique, économique et socioculturelle de la sous-région" (Barry 147). Le pays est devenu ainsi le site d'infrastructures plus avancées par rapport à ses voisins. Grâce à ces changements matériaux, et les lois français sur la liberté de la presse au Sénégal, une tradition de presse indigène sur le continent pointait le bout de son nez. Loin d'être la fin des problèmes médiatiques, cependant, ce bouleversement a donné naissance à une presse qui est plus combative qu'informative. Frère résume:

> Subsequently, a politicized press developed, especially in Senegal, where inhabitants of four Senegalese municipalities (Saint-Louis, Gorée, Rufisque, and Dakar) had previously been recognized as French citizens and had the right to vote since 1885, in contrast to the rest of the French empire. During the French elections of 1910 and 1914, some short-lived newspapers were created, supporting candidates competing for the one seat reserved for Senegal in the French National Assembly. Political concerns and electoral propaganda, rather than commercial interests, were therefore at the root of this emergent indigenous press. (37)

S’il est frappant que l’Assemblée nationale française affectait un siège au Sénégal, il est encore plus intéressant qu’un Noir, Blaise Daigne, y a été élu en 1914—après 30 ans d’occupation par des Blancs et des Métis (Barry 150-1). Cet événement a entraîné deux renversements sensationnels: d’abord, la solidification d'une élite politique sénégalaise, ne se composant plus strictement des étrangers; et à son tour, “la réorganisation de la presse en pro ou anti-Daigne” (Barry 151). Lors de la mort de Daigne en 1934, le Sénégal comptait 26 journaux politiques, plusieurs étant le porte-voix d'une figure politique (Barry 154). Cela présente des avantages, tels que l’engagement politique encouragé par la couverture des politiciens s’exprimant sur l’égalité civique et politique à la colonie. Néanmoins, la quasi-totalité des organes médiatiques étant partisanes, on ne peut pas imaginer une prépondérance des reportages indépendants ou désintéressés qui visaient primordialement à informer le public pendant cette période transitoire. De plus, même si certaines conditions politiques changeaient de façon prometteuse, la structure de pouvoir colonial, et l'implémentation questionnable des droits légales, atténuaient la possibilité d’une presse “libre” en Afrique de l’Ouest. Par exemple, malgré la loi de 1881, des gouverneurs et policiers des régions coloniales autour du Sénégal ont travaillé pour contrôler les publications, et le droit de vote se limitait toujours aux municipalités officielles, aux dépens du majorité des communautés occupant les autres régions (Barry 179).

Dans la période entre 1934 et l'indépendance en 1960, la géopolitique a mis la presse “sous un régime d’exception” (Barry 180). En Afrique comme en France, la deuxième guerre mondiale a permis des actions exceptionnelles de la part du gouvernement français. Ce n’était que deux ans après la fin de la guerre pour la France que la loi sécurisant la liberté de presse était rétablie (Barry 180). Ironiquement, ces mesures ont aggravé un nationalisme montant au Sénégal, préparant le terrain pour un mouvement d'indépendance quelques années après. Selon

Cissé, “ces idées panafricaines commencèrent à gagner l’intelligentsia sénégalaise à travers la *Revue africaine* créée en 1947 par Alioune Diop, une figure emblématique de la cause africaine et sénégalaise” (125). Il est aussi à cette époque, en 1939, que la radio va arriver pour la première fois au Sénégal (Cissé 106), ce qui constitue encore aujourd’hui le média le plus populaire dans le pays (Samb 2017, 91).

L’indépendance politique gagnée par le Sénégal en 1960 n’a pas effectué une indépendance médiatique. Au bout de 6 ans de transition, le pays se trouve en situation de parti unique sous l’administration du Président Senghor (Barry 210), et “les autorités gouvernementales, dans leur volonté de contrôler l’information, mettent en place des sources institutionnelles” (Cissé 125). Le *Dakar-Matin* devient un journal officiel, *Le Soleil*, assumant un titre plus générique et positif dans la volonté de “rassembler toutes les forces vives de la nation autour d’un idéal commun qui était de servir la république” (Cissé 126).[3] Mais pendant les dernières décennies du XXe siècle, la pression internationale (qui se manifestait à travers la rhétorique des organisations internationales telles que l’UNESCO et les conditions de financement par les grands pouvoirs tels que les États-Unis) monte pour chaque pays de libéraliser le secteur médiatique (et bien d’autres) (Cissé 126-7). Une multiplication stable des journaux et de chaînes privées se déroule à travers les années 80, accompagnée de l’influence continue de de publications se basant en France (Radio France Internationale, Agence France Presse, etc.) qui se destinent explicitement aux audiences africaines (Cissé 127-8). De plus, pendant cette époque, la culture médiatique au Sénégal fait référence souvent à celui de la France: “À l’instar de la politique française avec le duel télévisé Valéry Giscard d’Estaing et François Mitterrand de 1974, le Sénégal avait adopté le même modèle traditionnel de

[3] Il est vrai que certains journaux ont publié clandestinement, comme Xarebi (combat), Momsarew (indépendance) (Cissé 126).

communication avec le premier débat télévisé du paysage audiovisuel pour les deux candidats de l'époque à savoir le Président Léopold Sédar Senghor et Abdoulaye Wade" (Cissé 115).

Tandis que cette analyse approche la question de la techno-politique de la perspective des facteurs matériels, il est intéressant de constater l'influence des normes et pratiques "françaises" dans le domaine médiatique au Sénégal—ce qui n'est pas du tout choquant vu les relations serrées entre la presse et le pouvoir (coloniale) à travers l'histoire longue du journalisme au Sénégal. Dans ce premier chapitre on a exploré cette histoire au chevauchement entre les théories postcoloniales et la théorie de la communication. On a observé les luttes entre le colonisateur et le colonisé, mais aussi parmi les diverses communautés et idées politiques du Sénégal; on a constaté la continuation de la répression des médias même après l'indépendance du pays, et le rôle des pressions internes et externes dans l'ouverture (plus ou moins substantive) des institutions médiatiques. A la fin du 20e siècle, le Sénégal a une tradition journalistique vieille et vive par rapport à ses voisins en Afrique de l'Ouest. Cependant, cette histoire est compliquée, et elle en devient même plus avec l'arrivée de l'internet. Les développements technologiques et académiques de l'ère moderne remettent en question les façons classiques de conceptualiser un champ médiatique—encore moins de comprendre ses relations avec les forces politiques. Il nous a fallu de nouvelles approches théoriques, et un regard ouvert aux possibilités imprévisibles de l'internet, pour comprendre les enjeux pour la politique sénégalaise.

Chapitre II:
Les NTICs au Sénégal en contexte

> *Le développement des Tic au Sénégal est étroitement lié au rôle politique, géostratégique et économique que ce pays a joué dans l'expansion du colonialisme français en Afrique de l'Ouest (Diop 2002, 50).*

A. Les nouvelles technologies et la "mondialisation"

Au 21e siècle, deux impératifs sont apparus pour les spécialistes: d'une part, le besoin de reconsidérer les anciennes théories de la communication par rapport aux particularités du Sud global; et, d'autre part, la nécessité de comprendre les médias numériques, dites Nouvelles Technologies d'Information et Communication (NTICs) qui sont en mouvement constant. Ces deux volontés se croisent sous la rubrique de la mondialisation, ce qui implique l'Afrique (ainsi que chaque continent et région du monde) dans une toile économique, politique, et technologique transnationale.[4]

En tant que porteur des communications et des signes qui sont plus visibles que les relations socio-économiques abstraites, l'internet constitue l'un des effets les plus tangibles de cette interconnexion mondiale. Perçus à travers le changement des champs médiatiques, la mondialisation se manifeste clairement en Afrique de l'Ouest, où les infrastructures de communication pré-numériques (la poste, la radio, etc.) étaient moins accessibles et plus chères à l'opération que les nouvelles technologies de communication inter-personnelles. En revanche, l'accès à l'internet entier ne nécessite qu'un dispositif électrique et une connexion.[5] Dans un article de 2005 (dont le titre, "Les TIC: une chance pour l'Afrique?" trahit le parti pris), le

[4] Pour cette raison, les études postcoloniales se confondent souvent avec les études mondiales ou "Global Studies" (Merten et Krämer 8).

[5] Certes, l'accès est encore loin d'être universel; le fossé numérique reflète et renforce la marginalisation des populations rurales et à faible revenu. Cela étant dit, l'internet rend considérablement plus accessibles les informations qu'avant l'ère digitale (Rosenburg).

chercheur Ahmed Dahmani a écrit que “La téléphonie mobile, les réseaux de satellites, l’internet vont libérer des contraintes d’espace et de temps, et permettre la mise en relation des économies, des sociétés, des individus comme jamais auparavant dans l’histoire de l’humanité […]. Il est question de réseaux mondiaux d’informations et de communications” (18). La position optimiste nous rassure: face à ce que l’on observe au Sénégal, où la couverture quasi-exclusive des presses dans les grandes villes à travers son histoire a affaibli la conscience et le pouvoir politiques chez les communautés rurales, l’internet semble offrir une solution.

Pourtant, les chercheurs contemporains remettent en question certaines idées communes qui semblent réduire ou obfusquer le rôle “mondialisant” des médias numériques. D’un côté, on pourrait conceptualiser l'accroissement des nouvelles technologies de communication comme une force libératrice à travers laquelle les communautés distantes peuvent se connecter, voire se libérer (Dahmani 2004). De l'autre, on pourrait souligner comment la décentralisation des capacités numériques correspond à la consolidation du pouvoir des entreprises qui visent à maximiser leurs profits au détriment de l’humain, mais au profit des régimes autoritaires, et des géants médiatiques qui sont parvenus à s’habituer et à conquérir les nouveaux espaces informatiques (Brunet et al. 2002; Dahmani et Ledjou 2012; El Mehdi 2011).

Si je soutiens plutôt cette dernière perspective, il ne s’agit pas d’une explication exhaustive. Dans ce projet, je m’aligne sur le but revendiqué par Iginio Gagliardone, spécialiste en communication en Afrique du Sud: “[to] understand how new technologies become part of and contribute to [weave] complex networks of artefacts, actors, and discourses, and can be appropriated to serve competing political goals” (264). *A contrario* des théories classiques moralisantes à l’instar de Siebert et al. (1956) (qui proposent, explicitement ou non, l’évaluation de chaque contexte par rapport aux valeurs dites “occidentales”), et tout en se refusant à peindre

une Afrique condamnée catégoriquement par son passé—et dans une mesure, son présent—colonial, on vise à dépasser des revendications normatives soulignant ce que les NTICs peuvent faire pour l'Afrique en se focalisant sur ce qu'elles font en réalité (Gagliardone 264). Et la réalité échappe toujours aux discours simplistes, voire dichotomiques.

Plutôt que de supposer que les NTICs soit sapent, soit encouragent la politique participative, j'adopterai une définition plus nuancée et instructive de cette relation. A la suite de Gagliardone, maître de conférences à l'Université du Witwatersrand en Afrique de Sud, je supposerai une relation dialectique entre la politique et la technologie. Pour Gagliardone, "A techno-political regime is both the medium and the outcome of a negotiation between a specific technology, a cultural and political context, and the actors that animate it and compete for power" (265). Un refus salutaire de la dichotomie, cette conceptualisation permettra une appréciation des espaces contestés qui naissent d'une sphère numérique hyper-globalisée. Par exemple, l'un des impacts les plus frappants de l'internet sur le champ médiatique en Afrique est la participation augmentée des populations diasporiques dans des débats locaux; "Online discussion forums have allowed expatriate nationals abroad to reconnect with local politics" (Frère 134). L'inclusion des voix diasporiques dans la politique locale offre des implications diverses pour les politiques nationales au Sénégal, ce que j'examinerai dans la suite (Chapitre II). Pour le moment, il suffit de remarquer l'émergence de ce que Uriya Shavit, spécialiste israélienne, nomme "global villages," un concept qui résume l'idée du "production of transcultural media products that eclipse traditional global/local framings of international media and offer modes of expression that reveal hybridized, postcolonial identities existing within a mode of global exchange" (Merten et Kramer 16). Autrement dit, on tâche d' imaginer une médiasphère paradoxale, qui n'est ni compréhensible à travers les anciennes théories, ni divorcée

des vieilles institutions (à savoir, le colonialisme et le capitalisme) qui contraignent les possibilités actuelles de communication tout comme elles le faisaient dans le passé pré-numérique.

Enfin, ces observations servent de mise en garde que dans le domaine médiatique contemporain, aucun phénomène n'est réductible à un seul niveau géographique (local, national, international) ou politique (régime politique, stratégies politiques, décisions politiques). Même si le cadre de cette étude est un État, le Sénégal, je verrai son régime technopolitique comme un carrefour entre plusieurs facteurs et niveaux d'influence, à travers une focalisation sur les technologies et les acteurs (Gagliardone).[6] C'est par le biais de ce cadre théorique qu'on se tournera vers la situation actuelle des médias et leur influence politique au Sénégal.

B. NTICS au Sénégal: technologies et acteurs

Technologies

Un réseau technologique n'est pas simplement un assemblage d'éléments incohérents. Il s'agit plutôt d'un apparatus de capacités techniques unifiées envers un projet commun: "reordering the physical world in ways considered useful or desirable, at least by those designing or employing a technological system" (Gagliardone 267). Les NTICs occupent une catégorie spéciale: "L'internet et le multimédia ne sont pas seulement de nouveaux systèmes techniques. Ils constituent un nouvel espace de parole. Ils ouvrent vers de nouveaux possibles en termes d'écriture et de lecture" (Cissé 16). Pour cette raison, dès leur début, les NTICs sont discutées dans le cadre des révolutions technologiques précédentes, notamment celle de l'agriculture et

[6] Gagliardone se penche aussi sur les réseaux discursifs, ou le concours des discours cherchant à identifier la nature des technologies (en tant que "artefacts") et leurs relations à la vie politique. Ce projet sociologique est indispensable pour saisir l'effet politique des médias. Néanmoins, dans mon analyse matérielle, je l'exclus en soulignant les réseaux des technologiques et des acteurs.

celle de l'industrie (Cissé 14). Le langage de la "révolution" signale les enjeux politiques et discursifs d'un tel projet. À son arrivée, "L'internet est compris ainsi comme un instrument d'humanisation de la société, comme une 'passerelle de développement,' et comme une occasion de témoigner une certaine solidarité internationale entre info-pauvres et info-riches par delà les clivages politiques" (Tshimbulu 65). Si la presse, la radio, et la télévision sont arrivées pendant le 20e siècle pour rendre disponible plus d'informations au plus grand public, l'internet est venu enfin pour déstabiliser la direction de la communication, en faisant de chaque utilisateur non seulement un consommateur mais un fournisseur d'informations. L'accès à internet (d'abord dans les universités, bibliothèques, et cybercafés, puis partout avec la prolifération continue des téléphones et ordinateurs portables) s'annonçait comme une presse de Gutenberg contemporaine, soit un média démocratisant l'information à un taux sans précédent.

Or, inévitablement, l'esprit téléologique sous-jacent dans la conception des nouvelles technologies est miné par la trajectoire imprévisible et non-linéaire de son développement, évoluant au-delà du contrôle—et même de l'imagination—de ses ingénieurs (Gagliardone 267). La gamme de possibilités des NTICs échappe aux attentes de ses créateurs et du grand public à chaque fois. De plus, dans un monde de "villages globaux," il n'existe pas un seul internet; la même technologie peut se manifester différemment selon le cadre géographique, politique, et culturel. Au Sénégal, les particularités de ce pays ont contribué à la formulation d'un espace numérique "sénégalais." Mais pour comprendre le système gouvernant le caractère de l'internet au Sénégal, il faut examiner le réseau des acteurs qui en font partie.

Acteurs

Même si les NTICs ont cet élément imprévisible, ses créateurs et facilitateurs portent encore énormément d'influence sur leur fonction dans la société. En effet, l'ironie inhérente à l'encadrement égalitaire des NTICs est que leur réorganisation sociale se déroulait selon l'imagination des ingénieurs, investisseurs, et départements gouvernementaux occidentaux, et—plus pernicieusement—en accord aux logiques coloniales et capitalistes qui retiennent leur statut hégémonique. Donc, avant de discuter les acteurs des NTICs au niveau national et local au Sénégal, il faut comprendre les dynamiques internationales qui sont à la base de leur formation et prolifération mondiale.

En premier lieu, les bases technologiques des réseaux modernes sont introduites par l'armée américaine, pour des raisons liées à la défense, avant de se faire adopter dans les domaines civil et commercial (Cissé 15). De là, l'internet s'est implanté dans pays après pays, ne suivant pas forcément la volonté des citoyens, mais plutôt des considérations politiques et économiques des exportateurs (Tshimbulu 65). Ces facteurs sont liés, car la sécurité financière d'un État dépend souvent de sa stabilité politique. Par exemple, "Le choix [par USAID][7] du Bénin et du Sénégal pour y implanter des centres multimédias de formation (GDLN) est lié au préjugé de stabilité politique et de convenance [des États-Unis]. Les programmes de déploiement d'infrastructures de l'internet s'inscrivent dans les intentions hégémoniques des ténors politiques du moment" (Tshimbulu 68). Ainsi, l'investissement des grandes puissances (États-Unis via l'USAID ou la France via les télécommunications) dans les NTICs au Sénégal n'est pas lié aux besoins locaux, mais plutôt aux considérations géopolitiques occidentales.

[7] L'USAID est une agence gouvernementale américaine responsable de l'administration d'aide (en cas d'urgence et pour le développement) à l'étranger.

Comme on l'a déjà noté au premier chapitre, c'est la transformation du Sénégal en siège de pouvoir colonial par la France qui a contribué à l'implantation d'infrastructures technologiques et d'institutions politiques singulières au pays. Pendant la période coloniale, son emplacement à l'extrême ouest du continent africain, à cheval entre les sphères arabes et subsahariennes, l'ont transformé en une porte stratégique pour l'empire français. Cela lui valait plus d'interventions politiques et économiques, ce qui correspond à des infrastructures—dont celles des médias, avec des corpus administratifs, presses, et programmes de formation—plus robustes que ses voisins. Relié à cette question est celle de la stabilité politique; le Sénégal, contrairement aux autres pays dans l'AOF, n'a pas souffert de coups d'État par l'armée ("Overview"). Donc, au tournant du 21e siècle, le Sénégal se présentait comme un champ fertile pour l'expansion des fournisseurs-internets basés en dehors du continent.

Au début, grâce à la croissance économique américaine au niveau mondial, c'est désormais l'hégémonie étatsunienne qui va venir instaurer les NTICs au Sénégal, et non pas l'ex-colonisateur français. Selon le chercheur Cissé Hadj Bangali (2010), qui a enquêté minutieusement sur les NTICs dans le contexte sénégalais, l'internet au Sénégal est né officiellement en 1996 avec un accord entre la société nationale de télécommunications du Sénégal et la société américaine de télécommunications MCI (WorldCom auparavant) (106).[8] Malgré les dynamiques de pouvoir familières, l'internet semblait au départ apporter des avantages réels aux populations marginalisées. Par exemple, "Le projet américain, Digital Freedom Initiative […] aurait permis à plusieurs gérants de cybercafés et télécentres, souvent illettrés, parmi lesquels les femmes du monde rural, de se former aux outils numériques pour l'envoi de fax ou la réception de courriels, etc." (Cissé 108).

[8] Worldcom a été le sujet d'un scandale de comptabilité majeur lors des révélations de fraude en 2001. Auparavant, l'entreprise a été l'un des proéminents fournisseurs d'appels internationaux aux États-Unis (Hayes).

Mais ces projets ont été de gamme limitée, et leurs contributions sont remises en cause au vu des autres programmes de "développement" suivis par les États-Unis: "Sous prétexte de lutter contre la fracture numérique, l'Afrique et le Sénégal en particulier, reçoivent souvent des ordinateurs de seconde main et qui souvent nuisent à l'environnement écologique et à la santé des populations" (Cissé 109). L'envoi de "e-waste" aux pays africains au nom du développement est réminiscent des discours coloniaux justifiant l'exploitation du continent avec des appels à le développer, moderniser, ou sauver. Pour Cissé, de telles initiatives représentent "le mimétisme technologique qui ne fait qu'accroître la dépendance vis-à-vis des pays développés" (110). Sur le plan matériel, il semble que le présent reflète une continuation du passé: l'administration des programmes qui favorisent de manière incontournable les intérêts politiques et économiques des pays occidentaux. Cette dynamique n'est pas du tout choquante. Même si l'internet se veut libérateur, il est enraciné et imbriqué dans l'élan du colonialisme et du capitalisme. En des termes plus négatifs, les NTICs "témoignent d'un modèle de développement de suppléance au plus pressé et d'intégration forcée à un système sociotechnique auto-contrôlé et non d'un projet de société qui donne aux autochtones les moyens consistants de leur développement" (Tshimbulu 66).

Au niveau national, le potentiel politique des NTICs n'a pas été ignoré au Sénégal. Tout comme les politiciens sénégalais de la première moitié du 20e siècle avec leurs publications partisanes, les politiciens de l'ère numérique ont vu dans ce nouveau format une opportunité d'influencer le discours politique et de promouvoir leur candidature. Cissé se sert de l'idée d'une stratégie politique empruntant au "marketing," un modèle qu'utilisent les politiciens sénégalais en ligne pour se distinguer—et dans une certaine mesure, se vendre—auprès des publics élargis du web. Pour l'électeur, l'emploi de nouvelles technologies depuis 2004 comme la numérisation

de la carte d'identité et du fichier électoral ont facilité le processus de vote (Cissé 121). De plus, "Le site du gouvernement sénégalais [a réservé] des espaces de dialogue de la population avec le gouvernement et la présidence," un pas qui est d'effet et de motivation ambiguë mais qui démontre la conscience par le gouvernement du pouvoir discursif de l'internet (Tshimbulu 70). Cependant, la gouvernance nationale lutte encore pour disséminer les NTICs au Sénégal. Depuis son arrivée, l'accès à internet a été le sujet de plusieurs initiatives gouvernementales inefficaces, avec des frais et des moyens de connexion difficiles—surtout en dehors des métropoles (Cissé 110-113; Tshimbulu 72).

Les problèmes du marché représentent un défi final. Pour ceux qui possèdent une connexion, le choix des fournisseurs et les coûts sont limités à cause de la structure anti-concurrence du marché de télécommunication sénégalais. Sonatel,[9] une subsidiaire d'Orange S.A. (une entreprise française qui domine les marchés de télécommunication en Afrique de l'Ouest) est seul à être arrivé pendant des décennies à recevoir ses licences d'exploitation et à opérer sans difficulté. Écrivant en 2010, Cissé constate que "Le monopole de la [Sonatel] sur l'ensemble des services de télécommunications est toujours actuel et pèse de tout son poids sur l'échiquier des fournisseurs de services nationaux" (111). En dépit de l'introduction de compétiteurs avec la libéralisation officielle du secteur plus tard, Sonatel reste la seule option pour la majorité des Sénégalais qui veulent faire des appels internationaux ("Senegal: Behind the guise"). Plus troublant, Sonatel est responsable de l'intégralité des infrastructures de télécommunication au Sénégal, de telle sorte qu'un compétiteur prospectif doit passer par le géant NTIC quand même. Ici, les pouvoirs publics et privés se mélangent; le régulateur gouvernemental responsable du concours en ce domaine est limité par le fait que l'État

[9] Le Sonatel est aussi présent dans quatre autres pays francophones africains: le Mali, la Guinée, la Guinée-Bissau, et la Sierra Léone (Samb 2023).

sénégalais est une actionnaire majoritaire dans Sonatel (“Senegal: Behind the guise”). Ces avantages structurels qui profitent à une seule entreprise font que les prix sont plus ou moins fixés par Sonatel, une entité qui se base dans la richesse de la métropole coloniale de jadis. A la suite de Cissé, j'estime que cette dynamique infrastructurelle empreinte de “néo-colonialisme, de pouvoir de domination” (48) participe à entretenir une certaine “dépendance” matérielle, financière et intellectuelle du Sénégal.

Cette relation déséquilibrée continue entre les anciens colonies et l’Occident est la même dynamique qui conduit le mouvement des Sénégalais à la diaspora, et c'est la même dynamique qui préside le rapport des Sénégalais issus de la diaspora aux NTICs au Sénégal. En effet, l’influence des Sénégalais à l’étranger dans la politique nationale est devenue une question plus saillante dans l’ère numérique. Depuis 1993, les Sénégalais à l’étranger peuvent voter aux élections; mais ce droit a été limité à certains expatriés (Ellis et Wall 104). De plus, au niveau discursif, les médias pré-numériques n'offrent pas la même interactivité entre les habitants du Sénégal et les individus ou les groupes qui sont partis ailleurs. Les expatriés étaient coupés des sources d’information locales (TV, radio, et presse locale), et les façons de communiquer entre les individus à distance étaient lentes et chères. Mais aux premiers jours de l’internet, les chat rooms ont certes offert de nouveaux forums de conversation, réintroduisant les expatriés au cœur des débats locaux—y compris de la politique électorale (Mattelart). Déjà, il faut remettre en question si la participation de l'électorat à l’étranger est tout à fait démocratique, si ceux qui votent dans l’élection n’ont pas les mêmes intérêts que ceux qui vivent au quotidien avec les conséquences des élections (on abordera cette question en plus de détails lors des cas d’études dans le Chapitre III). Pour le moment, il est intéressant de constater la prise de conscience des politiciens sur le terrain des développements virtuels qui leur permettent de se faire entendre à

l'étranger: "Au Sénégal, la prise en compte du rôle et du poids de la diaspora dans la balance électorale, mais aussi la volonté de séduire les jeunes à travers l'outil informatique, permettront aux candidats de se mettre en ligne en utilisant les forums de discussion des sites internet et les blogs" (Cissé 114). De leur côté, "les sites de la presse en ligne sénégalaise font appel à l'expertise des nationaux ou étrangers pour éclairer ou débattre d'un thème d'actualité" (Cissé 117). Avec la cooptation par la diaspora, les politiciens nationaux, et les citoyens au Sénégal des mêmes réseaux informatiques, il devient clair en quoi l'internet met en dialogue, simultanément et de façon chaotique, des intérêts qui se rejoignent et qui s'opposent. Inaugurée par des changements technologiques, la coalescence des facteurs internes et externes du pays trouble les catégories analytiques des politiques domestiques et internationales.

En somme, les NTICs ne sont pas nées dans un vide; "L'Internet ne s'exporte pas au hasard et ne s'insère pas paisiblement dans un nouveau réseau de savoir et de pouvoir" (Tshimbulu 66). On a exploré en quoi la géopolitique des années 1990 et le néo-colonialisme jouaient dans le développement des NTICs au Sénégal, et contraignent ses possibilités actuelles. On a également remarqué la confusion et l'enthousiasme de la part du gouvernement sénégalais et de la diaspora qui réalisent des capacités politiques latentes grâce aux nouveautés technologiques. Écrivant en 2006, Tshimbulu résume les effets dramatiques d'une seule décennie d'accès à internet dans le pays:

> Les retombées socioéconomiques de la politisation de l'Internet au Sénégal ne sont pas négligeables: création et dynamisation de l'agence nationale de régulation, réglementation des actions économiques des opérateurs de télécommunication, regroupement d'intérêts des intervenants du secteur, entrées dans les statistiques nationales des activités des cybercafés et des fournisseurs d'accès Internet (FAI), etc. (72)

Aux yeux de Tshimbulu, l'internet avait pour arrière-pensée la centralisation des pouvoirs gouvernementaux à travers la réglementation dans un nouvel espace informatique. Dans ce qui

suit, je tâcherai de tracer l'évolution de ce que Tshimbulu a observé ci-dessus. Ayant compris le contexte historique et politique des NTICs au Sénégal, après une brève préambule j'examinerai de plus près, dans deux cas d'études, le rôle des NTICs dans les bousculements politiques de 2011-2012 et de 2021. Ce chapitre illustrera les relations complexes et mystérieuses entre l'internet et le pouvoir au Sénégal—mais plus crucialement, je soulèverai dans ces cas d'études les problèmes profonds des discours populaires qui valorisent "l'internet libérateur."

Chapitre III:
Cas d'études

A. Préambule: L'internet dans les élections de 2000

L'année 2000 a été un point tournant dans la politique sénégalaise. L'élection d'Abdoulaye Wade, face à Abdou Diouf (président socialiste sortant) a constitué la première alternance démocratique dans l'histoire du pays depuis l'indépendance.[10] En toile de fond de cette élection, qui succédait à presque 40 ans de contrôle continu du Parti Socialiste (PS), règnent des scandales de fraudes électorale et fiscale avec les allégations lancées par le Parti Democratique (PD) contre le PS ("Senegal (1960-Present)"). Des spécialistes des médias ont souligné le rôle des Nouvelles Technologies d'Information et de Communication (NTICs) dans le bouleversement politique de 2000 (Cissé 2010, Samb 2017). Selon Cissé, "Les outils numériques –internet, téléphonie mobile, etc. – jouent un rôle prépondérant dans la diffusion instantanée des résultats de l'élection présidentielle de 2000. Ainsi les Sénégalais vont-ils être les témoins de la première alternance démocratique qui a permis au président Abdoulaye Wade de gagner les élections" (114). Plus spécifiquement, "Les journalistes annonçaient en direct à l'antenne les résultats des bureaux de vote pour assurer la transparence du scrutin et empêcher les tentatives de fraude" (Samb 2017, 103, n.1). Le langage qu'utilise Cissé— "*Ainsi* vont-ils transformer le système politique" —démontre la causalité que cet auteur envisage entre l'utilisation des NTICs et l'alternance démocratique en 2000. Selon une version de l'histoire, les téléphones portables ont changé eux-mêmes le système politique, en corrigeant la transparence électorale du passé.

Pourtant, il manque plusieurs éléments clés à ce récit. Si les NTICs ont augmenté la transparence des élections, on note aussi l'importance continue des anciens médias, surtout de la

[10] Depuis l'indépendance en 1960, le Parti Socialiste (et ses prédécesseurs) gardait le contrôle quasiment sans opposition, entre Léopold Sédar Senghor et son premier ministre et successeur, Abdou Diouf ("Senegal (1960-Present)").

radio, dans la vérification des résultats. Par exemple, la station Sud FM avait ainsi posté ses correspondants dans des douzaines de bureaux de vote pour surveiller et témoigner des résultats en direct (Frère 119). De plus, même si l'assurance d'une élection juste et fiable est indispensable, le jour de l'élection n'est que la partie la plus visible du processus électoral. Le discours politique pendant les mois qui ont précédé l'élection ont eux-mêmes contribué aux résultats et, en 2000, la presse écrite, la radio, et la télévision dominaient toujours le champ médiatique sénégalais ("Individuals using the Internet"). Ces médias opéraient aussi dans le contexte de réformes institutionnelles instaurées par le gouvernement à travers le mandat du Président Diouf, réformes qui avaient pour but la libéralisation des processus politiques.[11]

On peut donc convenir qu'une variété de facteurs ont joué dans l'élection d'Abdoulaye Wade en 2000. Comme les spécialistes en sciences politiques Richard Vengroff et Michael Magala de l'Université de Connecticut l'ont démontré, la fragmentation du PS et le renforcement des structures démocratiques ont certainement été des facteurs décisifs. Il semble, dès lors, que l'influence des NTICs dans le processus démocratique en 2000 risque d'être exagérée à l'égard des facteurs fondamentaux. Mais les NTICs vont voir une explosion d'influence entre 2000 et 2010, tel qu'on peut supposer que leur impact évoluera après l'élection de Wade.

Si au tournant du siècle, les NTICs jouaient un rôle encore négligeable, les vingt dernières années ont vu leur développement rapide. Les NTICs ont gagné en popularité et en utilité pour les acteurs politiques —qu'il s'agisse des citoyens, des journalistes, ou du pouvoir lui-même—ayant joué un rôle dans les mouvements populaires de 2011-2012 et de 2021. Ainsi qu'en 2000, l'utilisation des réseaux sociaux et d'autres nouvelles technologies pendant les mouvements sociaux suivants vont susciter des commentaires divers sur le potentiel des NTICs

[11] Ces réformes ont compté l'ouverture des élections à tout parti, l'abaissement de l'âge de vote, l'établissement d'une commission indépendante pour observer les élections, l'assurance de la représentation de l'opposition dans la législature, et plus (Vengroff et Magala 138).

d'obliger le pouvoir à répondre de ses actes. Cependant, comme en 2000, une considération des forces latentes qui conduisent les développements politiques du 21e siècle est perdue dans la frénésie des nouveaux médias.

B. Premier cas d'étude: Mouvements anti-Wade, 2011-2012

Selon le spécialiste Moustapha Samb, après l'élection d'Abdoulaye Wade, le nouveau président a profité d'une "période d'état de grâce, où le pays pardonnait tout au nouveau régime. Les médias et les acteurs de la contestation s'accommodent de cette situation," préférant chanter les louanges de l'équipe nationale de foot que de critiquer le nouveau régime trop minutieusement (2017, 89). Cependant, en 2003, des voix commencent à s'élever contre l'insuffisance de sa politique et de son gouvernement face aux défis du public—surtout l'augmentation du coût de vie et les coupures d'électricité—qui figuraient parmi les promesses électorales du candidat Wade. Le journaliste très connu Abdou Latif Coulibaly publie cette même année un essai, "Wade, un opposant au pouvoir. L'Alternance piégée?" qui "va révéler les écarts entre les promesses électorales et la situation d'insatisfaction consécutive à l'avortement des rêves suscités par le *Sopi* (changement en wolof)." Ces réformes juridiques non réalisées allaient assurer la liberté de la presse (Samb 2017, 88). Cela étant dit, malgré des accusations de fraude électorale, le contrôle de la presse, et la consolidation du pouvoir présidentiel, les récriminations les plus fortes contre Wade ont lieu en 2011, selon la chercheuse Leila Demarest (65).

En amont des élections de 2011, Wade a proposé plusieurs réformes constitutionnelles visant à consolider son pouvoir, lui permettant de briguer un troisième mandat, à asseoir le pouvoir de son fils en tant que vice-président, et à diminuer le nombre de voix nécessaires au premier tour (on passe de 50% à 25% des voix) (Demarest 62). Des manifestations sanguinaires

ont éclaté le 23 juin 2011, lors du vote législatif. Devant l'Assemblée Nationale, des milliers de personnes se sont organisées pour dénoncer les actions de Wade, ce qui a provoqué la violence entre les manifestants, armés des pierres, et des forces de l'ordre utilisant du gaz lacrymogène (Demarest 68). Un collectif synthétique des mouvements populaires s'appelant M23 est né pour garder l'élan de cette journée cruciale.[12] D'après Samb (2017), "ils prennent en main les luttes contre le coût élevé de la vie, les délestages de l'électricité et les diverses formes d'injustice" (90), ainsi que les efforts par Wade de saper la démarche démocratique.

Parmi les collectifs voyant le jour pendant cette période de révolte, le groupe "Y'en a Marre" se distingue avec ses appels à la jeunesse et son utilisation des NTICs dans la promotion de sa cause. Apparu avant le 23 juin en réponse aux coupures d'électricité fréquentes dans les banlieues de Dakar, Y'en a Marre profitait des réseaux sociaux en particulier pour attirer l'attention internationale et la mobilisation au-delà de la capitale Dakar (Samb 2017, 97). Formé par des rappeurs dakarois, ce collectif vise à la mobilisation politique de la jeunesse sénégalaise à travers la sensibilisation, la vente des t-shirts pour la publicité et la collecte de fonds, et l'organisation de manifestations et concerts hip hop rassemblant des milliers de personnes (Samb 2017, 96-98). Je m'appuierai sur ce collectif pour explorer le rôle des NTICs dans les mouvements populaires de 2011-2012.[13]

L'utilisation des NTICs—précisément les téléphones portables, les réseaux sociaux, et les messages en direct—a joué un rôle essentiel dans le bon fonctionnement de Y'en a Marre. Par exemple, au refus des chaînes de radios de diffuser leurs chansons contestataires, elles se sont

[12] Le Mouvement 23 s'est mobilisé originellement contre la candidature de Wade. Cependant, lors de l'élection de Macky Sall, l'organisation s'est plus ou moins désintégrée, accusée d'être trop proche de l'administration (Demarest 74).

[13] Les exemples sont nombreux et donc difficiles pour les énumérer de façon exhaustive. Samb (2017) identifie aussi le collectif des imams de Guédiawaye et la convention des jeunes de Kolda comme des acteurs importants à cette période. Le site web SUNU2012 se présentait pour rendre les informations en ligne sur l'état des élections: https://www.sunu2012.sn/.

répandues à travers les téléphones portables, devenant même des sonneries—indiquant que les réseaux pourraient non seulement s'ajouter aux anciens médias, mais venir à les remplacer entièrement (Wienkoop). Selon la plateforme openDemocracy, l'internet s'est prouvé central à la mission du mouvement:

> By using social media channels for their communication, [Y'en a Marre] gained more international attention, whereas former protest movements had been hampered by biased reporting in Europe and the US. Many foreign journalists took to these heroic youth narratives that showed scant respect for the role of political parties. Simultaneously, this transnational dispersion helped to put pressure on local media reporting, it forced elites to respond, and encouraged more young people who wanted to be a part of it. (Wienkoop)

Dans cette citation, Wienkoop implique que l'utilisation de l'internet a permis à Y'en a Marre de franchir les barrières posées avant l'ère numérique par les lignes éditoriales des publications internationales. Le discours semble souligner le potentiel de l'internet en tant qu'espace de démocratie participative. Wienkoop dévoile ainsi l'influence sinistre des médias occidentaux dans la couverture des mouvements populaires en dehors du Nord global et le soutien qui leur est fourni. L'internet, dans cette analyse, apparaît comme une manière pour les jeunes Sénégalais de reprendre la parole aux médias internationaux en parlant selon des modalités qui leur sont propres. De plus, les NTICs ont permis aux membres de la diaspora de s'imbriquer dans les mouvements tels que Y'en a Marre, à mesure qu'ils sont utilisés pour promouvoir les contestations en sollicitant des donations et pour créer des forums de discussion entre les expatriés et ceux qui restent au Sénégal (Demarest 69; Samb 2017, 97).

Ce phénomène n'est pas sans nous rappeler la transnationalité médiatique abordée par Gagliardone au Chapitre II. Dans une forme simplifiée, il nous semble que l'internet a créé une boucle de rétroaction ayant trois étapes: 1. par le biais de l'internet, les mouvements locaux touchent les spectateurs globaux; 2. les étrangers (notamment les personnes appartenant à la

diaspora et les médias) changent de posture vis-à-vis des événements; 3. les acteurs sur place (les politiciens, les citoyens, et les médias locaux) s'adaptent, à leur tour, à cette nouvelle dimension internationale du conflit. Pour Samb, les enjeux de ces nouvelles dynamiques pour les peuples sont clairs: "Ce potentiel retour du citoyen dans l'espace public, à travers ses propres modes d'expression, de légitimation, d'interaction avec la presse, la société civile et l'opposition, est l'une des problématiques majeures au Sénégal" (2017, 90).

Pour les raisons que je viens d'explorer, l'impact de l'internet sur la scène politique au Sénégal n'est pas à nier. Cependant, les effets des NTICs au Sénégal sont moins transformationnels, plus complexes, et moins désirables que le discours populaire ne l'admet à ce jour. Par exemple, Samb décrit l'épisode du 23 juin ainsi: "prétextant une loi de modification constitutionnelle, un comité de vigilance populaire, armé de téléphones portables, de feu et de pierres, a freiné le régime dans ses dérives" (2017, 103). Samb comprend en quoi les NTICs ont permis de renouveler les mécanismes et logiques de résistance, mais enfin il insiste sur le rôle de la presse écrite critique et la lutte entre les institutions journalistiques anciennes (surtout la presse écrite et la radio) et le gouvernement. Ce qui indique que les NTICs s'ajoutent simplement au champ médiatique existant, plus qu'elles ne le transforment ou le remplacent. Vu d'une approche plus holistique, les manifestations de 2011-2012 ne sont pas la révolution numérique que l'on veut. En effet, "although calls were actively made via Facebook, Twitter, and online forums, evidence suggests that protest mobilization in Senegal [in 2012] mainly relied on established membership lists, known contacts, and telephone communications" (Demarest 75). Donc, il se peut qu'en 2011, les téléphones portables étaient plus influents que d'autres NTICs, tel qu'il vaut mieux réduire la discussion à une considération des appareils électroniques et des SMS plutôt que d'englober tous les autres aspects des NTICs (dont les réseaux sociaux) dans la conversation.

Deuxièmement, en dépit des récits sur 2011 qui promeuvent les NTICs comme l'étincelle ayant déclenché un mouvement démocratique, les conditions matérielles difficiles de la vie au Sénégal, plus que le progrès technologique, expliquent les manifestations pré-électorales. Les années qui ont précédé—avant l'accumulation d'une présence considérable des réseaux sociaux—, les coupures d'électricité et l'augmentation des coûts alimentaires avaient déjà entraîné des manifestations similaires (Demarest 66). Selon Demarest, "There was ample evidence of the waning popularity of the Wade regime, especially during his second term. Participation in the electoral protests can therefore be broadly explained by the economic as well as political grievances that accumulated among the population of Senegal during that time" (67). Revenant aux facteurs matériaux que je souhaite souligner, il faut saisir une histoire beaucoup plus longue pour comprendre l'organisation et la passion des Sénégalais en 2011 et 2012. Un récit qui privilégie le rôle des NTICs aux dépens des facteurs fondamentaux n'est pas juste.

Le troisième argument principal qui soutient le pouvoir transformateur de l'internet se penche sur sa capacité à créer un espace dialogique entre les nationaux et les Sénégalais habitant à l'étranger. En particulier, en 2011, "La page Facebook [de Y'en a Marre] a été un imposant portail d'informations pour les jeunes et la diaspora" (Dieng 90). Mais cela même pose des questions difficiles au niveau des dynamiques de pouvoir mondiaux. D'abord, s'il s'agit de l'influence directe sur les élections, les Sénégalais à l'étranger peuvent voter depuis les réformes de 1993, n'ayant rien à voir avec les NTICs (Ellis et Wall 104). L'importance économique de la diaspora n'est pas à douter—elle constitue environ 10 pourcent du PIB du Sénégal (King) —mais les contraintes sur le vote à l'extérieur sont parfois prohibitifs, et il n'existe pas de consensus sur la valeur (positive ou négative) de la participation politique de la diaspora, car ils ont souvent des situations et des intérêts différents par rapport aux électeurs nationaux (Ellis et

Wall 104). Par exemple, dans l'élection présidentielle de 2000, 41.3 pour cent des voix nationales ont préféré Abdou Diouf, par rapport à 48 pour cent chez les électeurs à l'étranger, une différence qui s'explique à travers l'avantage d'un incombent à se promouvoir en dehors du pays (Ellis et Wall 106). Un autre facteur déséquilibrant est que les site-webs sénégalais les plus fréquentés sont hébergés à l'étranger: notamment le géant seneweb.com (qui est administré par un Sénégalais aux États-Unis) et plusieurs journaux en ligne du Sénégal comme www.ferloo.com et www.nettali.net (Cissé 160). Sans vouloir minimiser les enjeux des NTICs pour la participation de la diaspora dans le débat politique national, il faut remettre en cause leur impact réel dans les changements politiques de 2012 et la compatibilité de leurs perspectives par rapport aux habitants sénégalais.

Une image plus nuancée du rôle des NTICs dans le changement politique au Sénégal commence à émerger, mais la peinture n'est qu'à moitié-complète. L'Internet de 2023 n'est pas celui de 2012, encore moins celui de 2000. Le taux de connexion au Sénégal a augmenté de 10% à presque 50% entre 2012 et 2022 ("Individuals using the internet"), et depuis 2020, la pandémie de COVID-19 a aggravé des tensions entre l'État et le peuple, tout en soulignant le rôle des technologies numériques permettant le déroulement de la vie quotidienne à distance. Ces développements dans les domaines politiques et technologiques au Sénégal donnent lieu à une compréhension enrichie de l'effet qu'ont ces nouveaux médias sur la société civile. Vu la participation des NTICs dans les manifestations pro-démocratiques que l'on a observée lors de l'élection de Macky Sall, je vais examiner un exemple plus récent pour apprécier l'évolution de l'internet au Sénégal et pour voir si les développements depuis 2011 illuminent de nouvelles opportunités à employer l'internet envers la participation politique.

C. Deuxième cas d'étude: #FreeSenegal, 2021

En 2021, en pleine pandémie de COVID-19 et pendant des tensions politiques suite à l'arrestation du chef de l'opposition au gouvernement sénégalais, l'internet a joué un rôle de premier plan dans les agitations sociales au Sénégal. Ousmane Sonko, candidat aux élections présidentielles de 2019 ayant dénoncé le détournement de fonds au sein de l'administration Sall, est devenu une figure populaire parmi la jeunesse sénégalaise mécontente. Lors de son interpellation le 3 mars 2021 pour avoir organisé des manifestations non-autorisées, des masses de manifestants—voyant l'allégation comme une attaque politique par Macky Sall, qui poursuivait un troisième mandat en 2024—sont descendus dans les rues. Dans les cinq jours qui ont suivi, au moins 14 personnes allaient perdre la vie, et des centaines allaient être blessées, à cause des affrontements entre policiers et jeunes Sénégalais ("Senegal will never forget").

Ces conflits tragiques ont transpiré au bout d'une longue série de développements économiques et politiques au Sénégal depuis l'élection présidentielle de 2012. Il faut d'abord reconnaître le spectre de la pandémie de COVID-19, dont les effets secondaires sur l'économie et les restrictions mises en place par l'administration au nom de la santé publique avaient déjà exacerbé les tensions parmi les Sénégalais en 2021 ("Senegal: COVID-19 response"). Selon le site web African Feminisms, "In Senegal, the curfew imposed in response keeps many young people out of employment as waiters in restaurants, servers in nightclubs, taxi drivers, delivery men, and couriers. Many live off of what they make daily, often not more than $5 a day."

Néanmoins, les relations entre l'État et les citoyens étaient tendues bien avant la crise de COVID. À l'instar de son prédécesseur Wade, aux yeux du peuple, Macky Sall n'a pas tenu sa parole vis-à-vis des changements qu'il avait promis en tant que candidat. Il s'est engagé dans l'élimination de l'opposition politique à travers des attaques juridiques, et le taux de chômage

chez les jeunes Sénégalais n'a fait qu'empirer sous son administration ("Labor Market: Unemployment"). Le collectif Y'en a Marre, qui est resté actif depuis sa formation en 2011, a publié une liste de doléances contre les actions anti-démocratiques de l'administration Sall, s'appuyant toujours sur les NTICs pour promouvoir leur cause et organiser les manifestations (Marfaing et Kohnert 363).

Lors de l'arrestation d'Ousmane Sonko sur des charges du viol,[14] c'est aussi Y'en a Marre qui a poussé des manifestants à descendre dans la rue, soupçonnant une persécution politique de la part du régime (Kohnert 30). Cependant, le mouvement qui s'appelle "#FreeSenegal" s'est lancé indépendamment, en dehors d'une organisation particulière, lui permettant d'acquérir subitement une existence qui lui est propre. La phrase #FreeSenegal réagit à la violence des policiers face aux manifestants entre le 4 et 8 mars 2021. Pourtant, #FreeSenegal est vite devenu un symbole englobant des luttes pour la démocratie, pour l'indépendance du judiciaire, et pour les emplois (Kohnert 30). Le mouvement a attiré l'attention des personnalités sur le plan international ainsi qu'au Sénégal, qui ont utilisé des plateformes en ligne pour annoncer leur soutien aux manifestations (Jimbira). Selon Galsen CM, un réseau des professionnels du numérique sénégalais, #FreeSenegal a gagné plus de deux millions de tweets et un milliard d'impressions—c'est-à-dire de vues—dans son cinq premiers jours sur Twitter.

Le mouvement a obtenu une réception élogieuse dans les médias occidentaux. Mohamed Sakho Jimbira, docteur en Sciences de l'information et de la communication à l'université de Lorraine, s'est exprimé dans *Le Point* (un hebdomadaire français) sur la valeur des réseaux sociaux pour le discours et le changement politique au Sénégal en général, et plus

[14] Adji Sarr, une jeune masseuse, a accusé Ousmane Sonko de viol et de menaces verbales répétés. Malgré les voix des groupes féministes qui ont demandé à reconnaître ces injustices à travers une démarche juridique (Dieng 2023), le discours et les manifestations en mars 2021 ont largement prétendu que ces accusations étaient politiquement motivées, et donc fabriquées. Sarr a dû se cacher du public. Un hashtag rival, #FreeAdjiSarr, a été lancé pour défendre ses droits, mais ici je me focalise sur le mouvement majoritaire ayant lieu en ligne.

particulièrement dans le cadre de l'affaire Sonko. Selon Jimbira, "les réseaux socionumériques étendent l'horizon de l'engagement citoyen et servent de caisse de résonance aux actions de contestation populaire." Il note plusieurs exemples de grands artistes sénégalais qui ont exprimé leur soutien pour le peuple sur Twitter et Instagram, stressant la capacité de l'internet, en l'absence d'autres moyens, à témoigner de la répression qui a eu lieu, et ce pour interpeller le reste du monde. Pour ces raisons, à son avis:

> Internet et les nouveaux dispositifs numériques contribuent à l'effritement de l'autorité des classes dirigeantes et facilitent l'agrégation de la colère populaire. Fort de son succès, #FreeSenegal est devenu très vite le lieu de multiples revendications sociales, mais également un espace d'expression pour une partie de la population, en particulier les jeunes.

Au-delà d'un "espace d'expression" simple, Jimbira n'hésite pas à lier explicitement l'utilisation des réseaux sociaux à la remise en cause des hiérarchies classiques politiques, économiques, et discursives.

Cependant, trois facteurs incontournables sapent un récit simple de l'internet libérateur en ce cas: 1. le gouvernement retient en fait énormément de pouvoir sur les moyens de communication numériques ainsi que sur les anciens médias; 2. Le gouvernement s'approprie les NTICs pour servir ses intérêts; 3. l'utilité de l'internet pour les Sénégalais est freinée par les dynamiques de pouvoir mondiales.

1. D'abord, le gouvernement retient beaucoup de contrôle dans la sphère médiatique. Au début du mois de mars, lorsque des manifestants ont attaqué les bureaux du quotidien étatique *Le Soleil* et la station radio privée RFM (appartenant à un ancien ministre, et les identifiant comme près du pouvoir), l'administration Sall a répondu de la même façon. Les autorités sénégalaises ont vite suspendu deux chaînes privées, Sen TV et Walf TV pour 72 heures, les accusant de "broadcasting 'in loop' images of unrest triggered by the

arrest of an opposition leader" (Oluwole). La réponse rapide et disproportionnée de la part du gouvernement démontre à la fois la pertinence continue des anciens médias à l'ère numérique, mais aussi le pouvoir que garde l'État sur ces institutions.

À première vue, ces observations renforcent l'importance des réseaux sociaux en tant qu'alternative aux sources d'informations traditionnelles. Effectivement, les attaques sur certaines chaînes publiques indiquent la méfiance qu'éprouvent de nombreux Sénégalais envers les institutions et médias d'avant. Néanmoins, comme d'autres pays autour du monde l'ont fait lors de troubles civils ("Global Internet Shutdowns"), l'administration Sall a décidé de couper l'internet—éliminant pendant deux jours l'accès à Facebook, YouTube, WhatsApp, et Telegram ("Social media and messaging apps").[15] Dans la semaine suivant les manifestations et les coupures informatiques, l'informaticienne Adji Bousso Dieng souhaitait renforcer la vision optimiste:"the role an unfettered internet can play in providing a way for citizens to express dissent and exercise free speech, both crucial elements of democracy" (2021). Cependant, même dans le cas où l'internet est fondamental aux mouvements populaires du 21e siècle au Sénégal, les citoyens ne peuvent pas compter sur un internet sans entraves.

2. Les partis au pouvoir ne possèdent pas seulement la capacité de couper internet; ils peuvent également exploiter les mêmes fonctions communicatives et magnifiantes des NTICs qu'utilisent les manifestants. D'abord, si l'internet promeut la visibilité des critiques pour des spectateurs sympathiques, il fait pareil pour des utilisateurs vengeurs au sein de l'administration. Récemment, les articles 80, 255, et 258 du code pénal sénégalais ont été utilisés pour charger des cyber-activistes et journalistes, souvent sous le

[15] Certes, le réseau privé virtuel ou VPN constitue une manière de contourner les blocages de l'internet, permettant à l'utilisateur de se connecter comme s'il venait d'une autre partie du monde. Cependant, les personnes qui utilisent le VPN—des "geeks," selon le dessinateur Damien Glez—sont peu nombreuses.

couvert de la diffamation (“Sénégal: Intensification de la censure”). Pour les voix d’opposition alors, le risque de punition engendre l’autocensure.

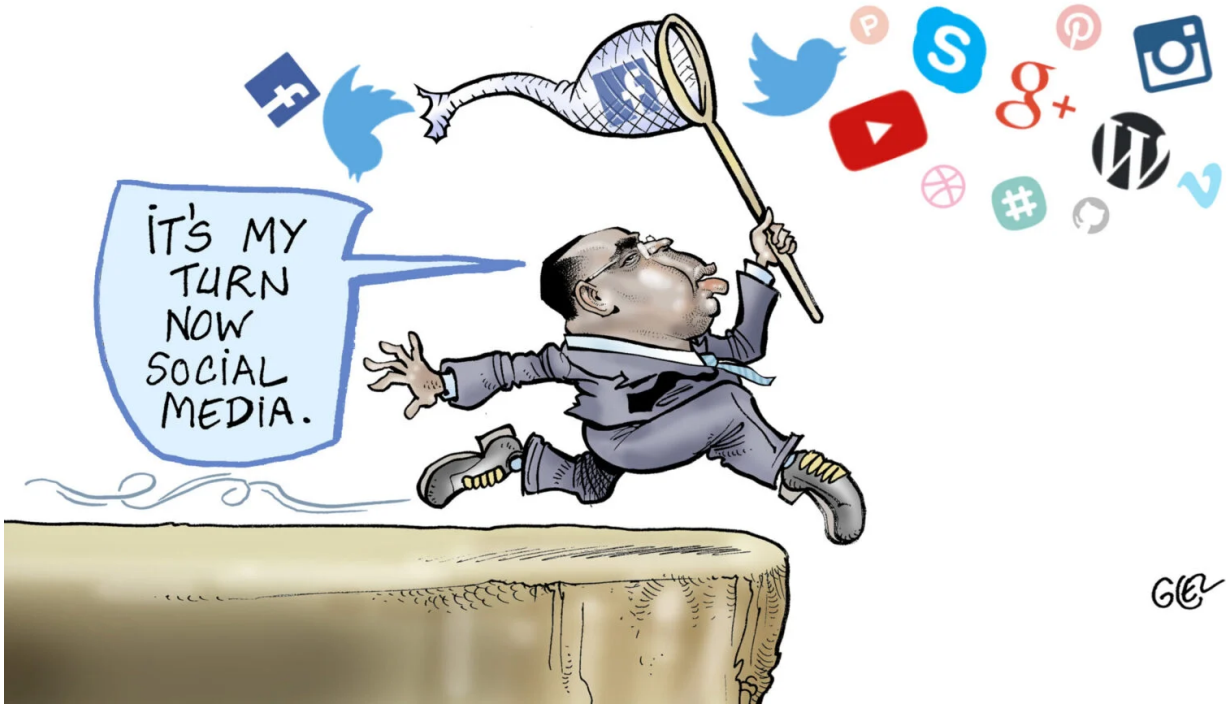

Fig. 1. Damien Glez, “Senegal’s president joins the chorus against Twitter and Facebook,” *The Africa Report*, 21 juin 2021 https://www.theafricareport.com/99491/senegals-president-joins-the-chorus-against-twitter-and-facebook/

Ce dessin de presse, publié par le cartooniste franco-burkinabé Damien Glez, donne l’impression d’un leader (Sall) qui s’égare dans la chasse aux critiques en ligne. Malgré sa confiance face aux grands réseaux sociaux tels que Twitter, Facebook, et Youtube, son filet s’est déchiré et il approche périlleusement du bord de la falaise. Si le dessin suggère que Sall ne peut pas contrôler les réseaux sociaux comme il veut, le message proéminent de l’article illustré par le dessin de presse semble plutôt prévoir le danger du cybercontrôle pour l’Afrique en générale. Effectivement, la menace n’est pas illusoire. Plusieurs fois depuis les manifestations historiques de mars 2021, Sall a proposé de nouvelles lois pour réglementer les réseaux sociaux, au-delà de la législation existante qui

cible les journalistes sur toutes les plateformes (Glez 2021). En prenant ces mesures, les autorités citent souvent le besoin de traiter les défis de la désinformation, de la radicalisation, et de l'incitation à la violence en ligne. Que ces préoccupations soient légitimes ou non, vu le bilan des mesures punitives prises par le gouvernement à l'encontre des critiques en ligne, l'ambiguïté de ces catégories ouvre un vaste espace pour Sall et ses partisans de museler la dissidence.

3. Finalement, le potentiel des NTICs de faciliter des changements politiques au Sénégal est forcément circonscrit par des problèmes qui se basent dans les réalités historiques, géopolitiques, et structurelles. En premier lieu, malgré la croissance remarquable de l'accès à internet pendant la dernière décennie au Sénégal, il lui faut encore des ajustements majeurs pour que l'internet soit accessible aux populations à l'intérieur du pays (Kemp 2021). Sinon, son potentiel pour l'organisation politique restera limité aux centres urbains. L'un des plus grands obstacles dans ce domaine est le marché non-compétitif des fournisseurs internets dont on a déjà parlé (Dieng 2021). Deuxièmement, les ressources et les informations pour les non-Francophones sont toujours peu nombreuses dans l'espace numérique, et les outils de traduction en Wolof (une langue que parlent 90% des Sénégalais, par rapport à 30% qui parlent le Français) sont limitées, diminuant encore plus l'échelle de participation possible des diverses communautés du pays au débat politique (Dieng 2021). Pour ces raisons, *a contrario* des récits qui dotent l'internet d'un pouvoir mystique démocratisant, il reste encore un élitisme implicite dans le fonctionnement de ces réseaux et informations qui reflète et renforce les hiérarchies économiques, linguistiques, et spatiales dans le monde en général.

Conclusion

En fin du compte, les NTICs et la politique au Sénégal continuent à avoir une influence incontournable l'une sur l'autre. De 2000 jusqu'à présent, plus les Sénégalais prennent conscience des insuffisances gouvernementales, plus l'internet, les réseaux sociaux, et les téléphones portables jouent un rôle crucial dans les jeux politiques. Malheureusement, à cause de l'imprévisibilité des NTICs et des barrières comme le manque de fonds et l'absence de transparence gouvernementale auxquelles font face les spécialistes sénégalais, une examination critique des médias numériques est nécessaire.

Dans ce mémoire, j'ai visé à combler cette lacune dans la recherche. D'abord, j'ai remis en question l'applicabilité des théories médiatiques classiques—conçues par les Occidentaux, pour l'Occident—pour l'Afrique, et pour le Sénégal en particulier. J'ai tracé les chevauchements

entre les institutions médiatiques et le pouvoir dans ce pays depuis son premier journal imprimé, mettant en avant une lecture matérialiste et postcoloniale de l'histoire des médias sénégalais. Cette étude s'est étendue à l'ère numérique, où les changements rapides et vertigineux engendrés par les nouvelles technologies d'information et de communication (NTICs) ont inspiré des réévaluations à l'intersection des études médiatiques et politiques. Ayant établi les fondements historique et théorique de la situation actuelle, je me suis engagé dans une examination plus étroite du 21e siècle. L'utilisation des NTICs dans les mouvements populaires de 2011 et 2012 a offert un cas d'étude riche pour enquêter sur l'impact réel des nouveaux médias dans la participation démocratique. Alors que des collectifs tels que Y'en a Marre se sont distingués à cette époque à travers leur utilisation des NTICs, j'ai problématisé des discours critiques et populaires qui donnent trop d'attention simpliste à leur rôle dans l'organisation, le débat, et le changement politique en 2011-12. Ensuite, pour regarder le changement constant NTICs aujourd'hui, j'ai effectué une analyse similaire sur l'emploi des réseaux sociaux et #FreeSenegal dans les manifestations de mars 2021, afin d'apprécier comment les développements politiques et technologiques considérables dans la dernière décennie ont éclairci les implications complexes et sous-examinées de l'internet dans la société civile au Sénégal.

Au cours de mes recherches, j'ai rencontré quelques traitements extensifs et impressionnants de sujets connexes (Cissé 2012; Barry 2013; Frère 2022). Je suis conscient qu'en traitant du Sénégal dans son intégralité, ce projet n'a pas toujours pu adresser la diversité d'expériences au sein de ses frontières, chacun méritant une enquête précise. De plus, j'ai adopté un cadre théorique particulier, se situant dans les domaines des études de communication, des études postcoloniales et des sciences politiques. Finalement, j'ai poursuivi une évaluation des forces matérielles (technologiques, économiques, et politiques) au Sénégal, aux dépens des

considérations culturelles qui sont cruciales pour la compréhension des NTICs dans chaque domaine. Malgré les limites de cette étude, l'érudition ne peut pas attendre un récit exhaustif pour introduire la nuance et le scepticisme nécessaire aux discussions autour des NTICs. Aux prises des développements palpitants et hyper-visibles dans le domaine médiatique, il ne faut jamais perdre de vue les structures et hiérarchies socioéconomiques—que l'on considère comme allant de soi—qui circonscrivent toujours les possibilités des réformes véritables, comme accentué par l'insatisfaction durable des Sénégalais par rapport à leurs droits politiques et leur qualité de vie.

Bibliographie

Africanfeminism. « #FreeAdjiSarr to #FreeSenegal ». *African Feminism (AF)*, 9 mars 2021, https://africanfeminism.com/freeadjisarr-to-freesenegal/.

Barry, Moustapha. *Histoire des médias au Sénégal: de la colonisation à nos jours*. L'Harmattan, 2013.

Berger, Guy. « Theorizing the Media—Democracy Relationship in Southern Africa ». *Gazette (Leiden, Netherlands)*, vol. 64, nº 1, février 2002, p. 21‑45, https://doi.org/10.1177/1748048502064001020l.

Brunet, Patrick J., et al. *Les enjeux éthiques d'Internet en Afrique de l'Ouest vers un modèle éthique d'intégration*. Presses de l'Universtié Laval, 2002.

Cissé, Hadj Bangali. *La presse écrite sénégalaise en ligne : enjeux, usages et appropriation*

des technologies de l'information et de la communication par les journalistes (1980-2008). Université Paul Verlaine - Metz, 9 juillet 2010, https://hal.univ-lorraine.fr/tel-01752806.

Dahmani, Ahmed. « Les TIC : une chance pour l'Afrique ? » *Société numérique et développement en Afrique*, édité par Jean-Jacques Gabas, Karthala, 2005, p. 13‑34.

Dahmani, Ahmed, et Jean-Michel Ledjou. « Le développement des télécommunications dans les Suds. Retour sur une décennie de diffusion des TIC en Afrique de l'Ouest et au Maghreb ». *Tic & société*, vol. 5, n°2-3, juin 2012, https://doi.org/10.4000/ticetsociete.1057.

Demarest, Leila. « Staging a "Revolution": The 2011–12 Electoral Protests in Senegal ». *African Studies Review*, vol. 59, nº 3, 2016, p. 61‑82, https://doi.org/10.1017/asr.2016.78.

Dieng, Adji Bousso. « How youth in Senegal are using digital tools to safeguard a democracy under threat ». *Fastcompany.com*, 16 mars 2021, https://www.fastcompany.com/90615398/free-senegal-internet-shutdown-democracy.

El Mehdi, Imen Khanchel. « Gouvernance et TIC : cas des pays d'Afrique ». *Recherches en Sciences de Gestion*, vol. 86, nº 5, 2011, p. 63‑84, https://doi.org/10.3917/resg.086.0063. Cairn.info.

Ellis, Andrew, et al., éditeurs. *Voting from abroad: the International IDEA handbook*. International IDEA ; Federal Electoral Institute of Mexico, 2007.

Frère, Marie-Soleil. *Politics and Journalism in Francophone Africa: Systems, Practices and Identities*. Springer International Publishing, 2022, https://doi.org/10.1007/978-3-030-99399-3.

Gagliardone, Iginio. « The Technopolitics of Communication Technologies in Africa ». *The*

Palgrave Handbook of Media and Communication Research in Africa, édité par Bruce Mutsvairo, Springer International Publishing, 2018, p. 263‑77, https://doi.org/10.1007/978-3-319-70443-2_15.

Galsen CM. « Https://Twitter.Com/Galsencm/Status/1369223436564889601 ». *Twitter*, 9 mars 2021, https://twitter.com/galsencm/status/1369223436564889601.

Glez, Damien. « Senegal's President Joins the Chorus against Twitter and Facebook ». *The Africa Report.Com*, 21 juin 2021, https://www.theafricareport.com/99491/senegals-president-joins-the-chorus-against-twitter-and-facebook/.

« Global Internet Shutdowns ». *Internet Society*, https://pulse.internetsociety.org/shutdowns. Consulté le 20 avril 2023.

Gueye, Marame. « Modern Media and Culture in Senegal: Speaking Truth to Power ». *African Studies Review*, vol. 54, nº 3, 2011, p. 27‑43, http://www.jstor.org/stable/41304793.

Hayes, Adam. « The Rise and Fall of WorldCom: Story of a Scandal ». *Investopedia*, 26 décembre 2022, https://www.investopedia.com/terms/w/worldcom.asp.

« Individuals using the Internet (% of population) - Senegal ». *The World Bank*, https://data.worldbank.org/indicator/IT.NET.USER.ZS?locations=SN. Consulté le 11 avril 2023.

Jimbira, Mohamed Sakho. « Sénégal : comment les réseaux sociaux ont amplifié la contestation ». *Le Point*, 24 mars 2021, https://www.lepoint.fr/afrique/senegal-comment-les-reseaux-sociaux-ont-amplifie-la-contestation-24-03-2021-2419245_3826.php.

Kai Merten, et Lucia Krämer. *Postcolonial Studies Meets Media Studies : A Critical*

Encounter. Verlag, 2016, https://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=e000xna&AN=1237880&site=ehost-live. eBook Academic Collection (EBSCOhost).

Kemp, Simon. « Digital in Senegal: All the Statistics You Need in 2021 ». *DataReportal – Global Digital Insights*, 12 février 2021, https://datareportal.com/reports/digital-2021-senegal.

King, Tareian. « How Remittances From Petit Senegal, a Diaspora Community in New York City, Build Wealth Abroad ». *Council on Foreign Relations*, 1 juillet 2020, https://www.cfr.org/blog/how-remittances-petit-senegal-diaspora-community-new-york-city-build-wealth-abroad.

Kleinsteuber, Hans J. « Die Bedeutung der Medienforschung für die Medienpolitik ». *Forschungsgegenstand Öffentliche Kommunikation: Funktionen, Aufgaben und Strukturen der Medienforschung*, édité par Uwe Hasebrink et Christiane Matzen, Baden-Baden, 2001.

Kohnert, Dirk. *'Enlightened' West African Dictatorship Challenged by State Capture? Insights from Benin, Togo and Senegal*. octobre 2022, https://ssrn.com/abstract=4242515.

Kompare, Derek. « Media Studies and the Internet ». *JCMS: Journal of Cinema and Media Studies*, vol. 59, nº 1, 2019, p. 134‑41, https://doi.org/10.1353/cj.2019.0072.

« Labor Market: Unemployment ». *ODP de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) du Sénégal*, https://nso-senegal.opendataforafrica.org/elxjhue/labor-market-unemployment. Consulté le 26 avril 2023.

Marfaing, Laurence, et Dirk Kohnert. « Les élections présidentielles de 2019 au Sénégal ou la

lente ascension des nouvelles générations ». *Canadian Journal of African Studies / Revue canadienne des études africaines*, vol. 53, nº 2, mai 2019, p. 355‑66, https://doi.org/10.1080/00083968.2019.1634465.

Martin, L. John, et Anju Grover Chaudhary, éditeurs. *Comparative mass media systems*. Longman, 1983.

Mattelart, Tristan. « Les diasporas à l'heure des technologies de l'information et de la communication : petit état des savoirs ». *tic&société*, nº Vol. 3, n° 1-2, décembre 2009, https://doi.org/10.4000/ticetsociete.600.

Nordenstreng, K. « Beyond the four theories of the press ». *Media and politics in transition: Cultural identity in the age of globalization*, édité par J Servaes et R Lie, Uitgeverij Acco.

Obonyo, Levi. « Towards a theory of communication for Africa: The challenges for emerging democracies ». *Communicatio*, vol. 37, nº 1, avril 2011, p. 1‑20, https://doi.org/10.1080/02500167.2011.563822.

Oluwole, Victor. « #FreeSenegal: What's Happening and Why Are People Demonstrating against the Government? » *Business Insider Africa*, vol. 57, no 36, https://africa.businessinsider.com/local/leaders/freesenegal-whats-happening-and-why-are-people-demonstrating-against-the-government/2q8hmmj.

« Overview ». *The World Bank*, 30 mars 2023, https://www.worldbank.org/en/country/senegal/overview.

Rosenberg, Stacy. « 2. Internet Use Is Growing across Much of Sub-Saharan Africa, but Most Are Still Offline ». *Pew Research Center's Global Attitudes Project*, 9 octobre 2018, https://www.pewresearch.org/global/2018/10/09/internet-use-is-growing-across-much-of-sub-saharan-africa-but-most-are-still-offline/.

Samb, Mamadou. « Sonatel Group results in line with forecasts despite tough competition with a high level of investment to support customer needs > Bienvenue sur le site officiel du Groupe Sonatel, 1er Opérateur ». *Bienvenue sur le site officiel du Groupe Sonatel, 1er Opérateur*, 24 février 2023, https://sonatel.sn/sonatel-group-results-in-line-with-forecasts-despite-tough-competition-with-a-high-level-of-investment-to-support-customer-needs/.

Samb, Moustapha. « Médias, contestations et mouvements populaires au Sénégal de 2000 à 2012 ». *Africa Development / Afrique et Développement*, vol. 42, nº 4, 2017, p. 87‑104, https://www.jstor.org/stable/26617821.

Schroeder, Ralph. « Towards a theory of digital media ». *Information, communication & society*, vol. 21, nº 3, 2018, p. 323‑39, https://doi.org/10.1080/1369118X.2017.1289231.

« Senegal (1960-Present) ». *University of Central Arkansas Political Science*, https://uca.edu/politicalscience/dadm-project/sub-saharan-africa-region/senegal-1960-present/. Consulté le 8 avril 2023.

« Senegal: Behind the guise of competitive prices ». *Association for Progressive Communications*, 10 septembre 2009, https://www.apc.org/en/news/senegal-behind-guise-competitive-prices.

« Senegal: COVID-19 Response Violates Rights ». *ARTICLE 19*, 28 juin 2021, https://www.article19.org/resources/senegal-covid-19-response-violates-rights/.

« Sénégal: Intensification de la censure et de la sanction de la libre expression ». *ARTICLE 19*, 22 septembre 2022, https://www.article19.org/fr/resources/senegal-rise-in-censorship-free-speech/.

Shaw, Ibrahim Seaga. « Towards an African Journalism Model: A Critical Historical

Perspective ». *International Communication Gazette*, vol. 71, nº 6, octobre 2009, p.491‑510, https://doi.org/10.1177/1748048509339792.

Siebert, Fred S. (Fred Seaton), et al. *Four theories of the press : the authoritarian, libertarian, social responsibility and Soviet communist concepts of what the press should be and do*. University of Illinois Press, 1984.

« Social media and messaging apps disrupted in Senegal amid political unrest ». *NetBlocks*, 5 mars 2021, https://netblocks.org/reports/social-media-and-messaging-apps-disrupted-in-senegal-amid-political-unrest-eA1R5pBp.

Thomass, Barbara. *Inter/National Media Politics: Approaches to Postcolonial Studies*. Verlag, 2016, p. 103‑24, https://doi.org/10.14361/9783839432945-006.

Tshimbulu, Raphaël N'tambwe. « La politisation de l'Internet en Afrique en question ». *Communication et changement social en Afrique et dans les Caraïbes : bilan et perspectives*, édité par Misse Misse et Alain Kiyindou, Université Stendhal Grenoble 3, p. 63‑73.

Veilleux, Annie-Claude. *Au-delà de l'alternance : l'évolution du projet politique de Y'en a marre depuis 2012*. Université d'Ottawa / University of Ottawa, 3 mai 2021, https://doi.org/10.20381/ruor-26297.

Vengroff, Richard, et Michael Magala. « Democratic Reform, Transition and Consolidation: Evidence from Senegal's 2000 Presidential Election ». *The Journal of Modern African Studies*, vol. 39, nº 1, 2001, p. 129‑62, http://www.jstor.org/stable/3557293. JSTOR.

Wienkoop, Nina-Kathrin. « "It takes more to tango" – cross-movement alliances of youth-led movements in West Africa | openDemocracy ». *openDemocracy*, 14 août 2017,

https://www.opendemocracy.net/en/it-takes-more-to-tango-cross-movement-alliances-of-youth-led-movements-in-west/.

Yount-André, Chelsie. « Gifts, trips and Facebook families: children and the semiotics of kinship in transnational Senegal ». *Africa (London. 1928)*, vol. 88, nº 4, 2018, p. 683‑701, https://doi.org/10.1017/S0001972018000426.